

sous le sol à trois points d'intersection de commandement réseau téléphonique; elles ont détruit dix-sept cents lignes, soit la moitié du réseau.

La quatrième bombe a fait explosion près de l'enceinte de la vieille cité, dans le voisinage de la porte de Jaffa.

Trois Arabes ont été tués et une douzaine d'autres blessés.

Suivant des témoins oculaires, les malfaiteurs, au nombre de deux, auraient revêtu des vêtements féminins musulmans pour passer plus facilement inaperçus. Ils ont réussi à prendre la fuite.

On pense qu'il s'agit d'une nouvelle manifestation d'extrémistes juifs pour protester contre le « Livre blanc ». Parmi les morts figure un caporal de police arabe et, parmi les blessés, un comptable britannique.

D'autre part, une automobile militaire montée par quatre soldats britanniques et trois policiers juifs est tombée dans une embuscade préparée par une bande armée près de Tulkerem. Tous les occupants ont été tués.

Les rebelles se sont enfilés avec les armes et les munitions dérobées aux victimes. Ils ont été repérés et attaqués par des avions militaires.

DANS L'ARMÉE

LE GÉNÉRAL GIRAUD
qui vient d'entrer au Conseil supérieur de la guerre



(FR. FRANCE-Presse.)
LE GÉNÉRAL GIRAUD
qui vient d'entrer au Conseil supérieur de la guerre

La Chambre a poursuivi la discussion du projet de loi sur les droits d'auteur

Paris, 2 juin. — La Chambre a poursuivi, vendredi matin, la discussion du projet de loi sur le droit d'auteur et le contrat d'édition.

M. Joseph Masse. — Nous sommes d'accord avec nos collègues qui, hier, trouvaient le débat passionnant.

(On sait que la Chambre a décidé jeudi la continuation de ce débat de préférence à celui qui était prévu et avait trait à la réforme électorale.)

L'orateur déplore que le rapporteur n'ait pas fait une assez grande place aux créateurs de modèles artistiques ou industriels. L'industrie artistique a été frappée si le modèle coûte cher, on n'en crée point. Et on est dès lors amené au plagiat sordide qui apparaît l'art.

La discussion générale étant close, la Chambre passe à la discussion des articles.

Parlant sur l'article 1^{er}, M. René Fawcett donne un avis favorable au projet au nom de la commission de la législation civile et criminelle.

M. Lapie combat l'article 1^{er}, qui ne définit pas suffisamment le droit moral de l'auteur. Les articles 1 à 9 sont adoptés.

L'article 9. M. Lapie demande à l'interpréter d'une œuvre au phonographe, au cinéma ou à la radio, peut revendiquer un droit analogue à celui du droit d'auteur. Les articles 9 à 19 sont adoptés.

L'article 20 (droit d'auteur après la mort de l'auteur). M. Martin, rapporteur de la commission du commerce, demande le renvoi du débat, pour permettre à cette commission de donner son avis sur l'art. 20 et les suivants. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 10 h. 55.

Elle est reprise à 13 h. 35, sous la présidence de M. Albert Paulin, vice-président.

On adopte sans débat le projet de loi portant ratification du décret du 24 mai 1938 tendant à assurer aux travailleurs le « domaine réservé » ainsi que divers autres projets.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi sur le droit d'auteur.

M. François Martin, au nom de la commission du commerce, apporte l'adhésion de cette commission aux grandes lignes du projet. Il fait des réserves pour la création d'un tribunal de droit d'auteur.

M. Dromont soutient un amendement tendant à rédiger l'article 20 de manière à faire exercer en cas de mort de l'auteur son droit moral par une personne désignée par lui, à défaut de désignation, par les ayants-cause, à titre universel, et à l'absence de cet amendement est adopté à main levée.

L'article 21 un amendement de M. Dommange tendant à supprimer le paragraphe qui donne au ministre de l'Éducation nationale la jouissance du droit pécuniaire des auteurs décédés depuis plus de 50 ans est repoussé.

L'article 21 est adopté.

La suite du débat est renvoyée à une séance ultérieure.

La séance est levée à 18 h. 25.

Séance mardi matin 10 h.

EN POLOGNE

L'ambassadeur des Soviets a remis ses lettres de créance au président de la République

Varsovie, 2 juin. — M. Nicolas Schirajnow, nouvel ambassadeur des Soviets à Varsovie, a remis à midi ses lettres de créance au président de la République polonaise.

Au cours de la cérémonie, il a déclaré :

« La haute mission dont je suis chargé par le président du Conseil suprême de l'U.R.S.S. m'engage à entretenir et à développer les relations de bon voisinage qui ont été renforcées par toute une série d'accords politiques et économiques conclus entre l'U.R.S.S. et la République polonaise.

« La collaboration étroite et fructueuse entre nos deux pays est un élément décisif dans la tâche de la consolidation de la paix générale et répond aux buts de la politique extérieure de l'U.R.S.S. qui tend à entretenir des relations pacifiques et amicales avec tout le monde et, en premier lieu, avec ses voisins.

« Dans sa réponse, le président de la République polonaise a dit notamment : « J'accueille avec satisfaction votre déclaration, selon laquelle vous avez toujours pour tâche de maintenir et de développer la collaboration de voisinage bienveillant qui est fondée sur l'état contractuel qui existe entre nos deux États. Cela répond entièrement aux intentions du gouvernement polonais, qui apprécie toujours, comme il convient, l'importance de ce régime positif et direct de nos relations mutuelles. »

« Un avion de la Royal Air Force s'est écrasé au sol à Camby Corner, près de Hemel Hempstead (Hertfordshire). Six tués, occupants ont été tués.

« Le prince et la princesse de Piémont qui se rendent en Sardaigne se sont embarqués à Naples à bord du « Conte di Palmstein ».

CE QUE SERA LE CARNET DE SANTÉ

Le « Journal officiel » publie l'arrêté suivant du ministre de la Santé publique, portant création du carnet de santé :

Article 1^{er}. — Il est institué, sous le nom de « carnet de santé », un livret sur lequel pourront être inscrits tous les renseignements d'ordre médical relatifs à la santé de l'individu.

Article 2. — Les titulaires ou parents du titulaire du dit carnet sont invités à le présenter à leur médecin traitant chaque fois qu'ils recourent à ses services et à lui demander de bien vouloir le remplir.

Article 3. — Le carnet de santé constitue un document strictement personnel dont nul ne peut enlever la communication sans l'autorisation écrite du titulaire. Les renseignements à délivrer un carnet de santé aux parents de chaque enfant, dès la naissance de celui-ci, ainsi qu'à toute personne qui en fera la demande.

Article 4. — Les établissements hospitaliers et les organismes d'hygiène, publique et privée, subventionnés à titre facultatif par le ministère de la Santé publique, sont invités à utiliser, le cas échéant, le carnet de santé et à en remettre un exemplaire à toute personne qui fréquente leurs services et qui en serait dépourvue.

Article 5. — Les carnets de santé ainsi distribués devront être conformes au modèle officiel adopté par le ministre de la Santé publique.

La situation internationale

M. Molotov a remis la réponse soviétique aux ambassadeurs de France et d'Angleterre

Moscou, 2 juin. — Sir Williams Seeds et M. Nagriar, se sont rendus, à 17 h., au Kremlin pour recevoir, croit-on, la réponse de M. Molotov aux dernières propositions anglo-françaises.

On ne possède aucune indication officielle sur cette réponse. Il semble cependant que le gouvernement soviétique insiste pour que l'Angleterre et la France garantissent les trois États qui se trouvent à la frontière nord-ouest de l'U.R.S.S., c'est-à-dire l'Esthonie, la Lettonie et la Finlande — la Lituanie n'ayant pas de frontière commune avec l'U.R.S.S. ne paraît pas être comprise dans la demande soviétique — au cas où ces trois États ne seraient pas de force à défendre leur neutralité contre un agresseur éventuel.

C'est sur ce point, semble-t-il, que les divergences de vues subsistent entre l'Angleterre et l'U.R.S.S. On croit, en effet, à Moscou, que le gouvernement de Londres serait prêt à accorder sa garantie à tous les États qui lui en feraient la demande, alors que si l'on comprend bien la pensée soviétique, les dirigeants de l'U.R.S.S. désiraient que la garantie britannique s'appliquât, même si les États intéressés ne la demandent pas, au cas où ceux-ci seraient soumis à une pression extérieure, à laquelle ils ne résisteraient pas, ce qui leur serait possible de résister. Les milieux responsables soviétiques n'ont, jamais dissimulé, en effet, les doutes qu'ils éprouvaient quant à la volonté des classes dirigeantes des puissances en question de maintenir la neutralité de leurs pays respectifs, et l'on se rappelle qu'il y a quelque temps l'U.R.S.S. avait fait la Lettonie et l'Esthonie allemandes pour le peuple yougoslave au profit de l'Allemagne une part de leur souveraineté, la Russie en tirerait les conséquences.

Le chancelier Hitler déclare que les frontières germano-yougoslaves sont fixées pour toujours

Berlin, 2 juin. — Au banquet offert jeudi soir par le chancelier Hitler, au prince régent Paul de Yougoslavie, des toasts ont été échangés.

« Je vous salue, a dit le chancelier, au nom du peuple allemand, car celui-ci est animé de sentiments de cordiale amitié pour le roi Pierre et pour votre patrie et le peuple yougoslave. L'amitié allemande pour le peuple yougoslave n'est pas seulement spontanée. Elle a été renforcée par la guerre mondiale ; le soldat allemand a appris alors à estimer son adversaire si vaillant. »

Le Führer a déclaré qu'à la suite de l'Anschluss, les deux pays avaient des frontières communes fixes pour toujours.

Il a terminé en affirmant que la paix était son but et que l'accord des deux nations pouvait la garantir, car l'œuvre du Reich en ce sens, est réellement constructive.

Le prince Paul a répondu que le peuple yougoslave avait pu apprécier les hautes qualités du peuple allemand.

Il a précisé : « Les relations entre l'Allemagne et la Yougoslavie et le contact amical entre les deux pays sont fixés définitivement déjà depuis de nombreuses années, grâce à une juste conception des intérêts vitaux des deux peuples voisins. »

Ma visite est aussi une manifestation de la décision du peuple yougoslave de vivre et de collaborer avec le peuple allemand dans une atmosphère de paix et d'amitié. »

Le prince régent de Yougoslavie a été, vendredi, témoin du déploiement des forces militaires du III^e Reich. Après avoir déposé une couronne au monument aux morts, il a assisté à un défilé militaire qui a duré plus de deux heures et compris toutes les catégories d'armes de l'armée allemande. Deux cents avions ont survolé les troupes.

La Chambre a poursuivi la discussion du projet de loi sur les droits d'auteur

Paris, 2 juin. — La Chambre a poursuivi, vendredi matin, la discussion du projet de loi sur le droit d'auteur et le contrat d'édition.

M. Joseph Masse. — Nous sommes d'accord avec nos collègues qui, hier, trouvaient le débat passionnant.

(On sait que la Chambre a décidé jeudi la continuation de ce débat de préférence à celui qui était prévu et avait trait à la réforme électorale.)

L'orateur déplore que le rapporteur n'ait pas fait une assez grande place aux créateurs de modèles artistiques ou industriels. L'industrie artistique a été frappée si le modèle coûte cher, on n'en crée point. Et on est dès lors amené au plagiat sordide qui apparaît l'art.

La discussion générale étant close, la Chambre passe à la discussion des articles.

Parlant sur l'article 1^{er}, M. René Fawcett donne un avis favorable au projet au nom de la commission de la législation civile et criminelle.

M. Lapie combat l'article 1^{er}, qui ne définit pas suffisamment le droit moral de l'auteur. Les articles 1 à 9 sont adoptés.

L'article 9. M. Lapie demande à l'interpréter d'une œuvre au phonographe, au cinéma ou à la radio, peut revendiquer un droit analogue à celui du droit d'auteur. Les articles 9 à 19 sont adoptés.

L'article 20 (droit d'auteur après la mort de l'auteur). M. Martin, rapporteur de la commission du commerce, demande le renvoi du débat, pour permettre à cette commission de donner son avis sur l'art. 20 et les suivants. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 10 h. 55.

Elle est reprise à 13 h. 35, sous la présidence de M. Albert Paulin, vice-président.

On adopte sans débat le projet de loi portant ratification du décret du 24 mai 1938 tendant à assurer aux travailleurs le « domaine réservé » ainsi que divers autres projets.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi sur le droit d'auteur.

M. François Martin, au nom de la commission du commerce, apporte l'adhésion de cette commission aux grandes lignes du projet. Il fait des réserves pour la création d'un tribunal de droit d'auteur.

M. Dromont soutient un amendement tendant à rédiger l'article 20 de manière à faire exercer en cas de mort de l'auteur son droit moral par une personne désignée par lui, à défaut de désignation, par les ayants-cause, à titre universel, et à l'absence de cet amendement est adopté à main levée.

L'article 21 un amendement de M. Dommange tendant à supprimer le paragraphe qui donne au ministre de l'Éducation nationale la jouissance du droit pécuniaire des auteurs décédés depuis plus de 50 ans est repoussé.

L'article 21 est adopté.

La suite du débat est renvoyée à une séance ultérieure.

La séance est levée à 18 h. 25.

Séance mardi matin 10 h.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

La réforme électorale

Une proposition du groupe socialiste a décidé de présenter, en ce qui concerne la réforme électorale, une proposition tendant à établir le scrutin uninominal avec représentation proportionnelle intégrale.

Cette proposition se rapproche très sensiblement de celle qui a reçu l'agrément du groupe radical. Au cas où la Commission du suffrage universel repousserait ce texte, le groupe le maintiendrait et en demanderait la discussion immédiate.

La Commission du suffrage universel de la Chambre a examiné une proposition de résolution de M. Léon Blum et de plusieurs de ses collègues tendant à inviter le gouvernement à ne pas soumettre à la signature du président de la République, un décret de clôture de la session.

Sur une observation de M. Baréty, la commission, estimant que, cette proposition n'étant pas de sa compétence, a décidé par 11 voix contre 7 de ne pas la rapporter.

Elle a étudié ensuite une proposition de résolution de M. Jacques Duclos et de plusieurs de ses collègues tendant à inviter le gouvernement à ne pas prendre par décret-loi aucune mesure tendant à proroger le mandat des députés.

Après une discussion à laquelle prirent part MM. Régis, Bonte, Xavier Valat, Cornavin, Léon Meyer, Grutze, Saint-Martin, Archimbaud, la commission a adopté la proposition par 12 voix contre 11. En voici le texte :

« La Chambre estime que la prorogation de ses pouvoirs ne saurait se justifier que si des circonstances exceptionnelles l'imposent ; mais, en aucun cas, elle ne l'approuve par décret-loi. »

M. Florimond Bonte a été rapporteur.

Les allocations familiales des travailleurs agricoles et à domicile

La commission d'assurance et de prévoyance sociales a examiné le rapport de M. Vardelle, sur les propositions concernant les allocations familiales agricoles et à domicile, en cette matière, les principes de caisse unique et d'égalité de taux.

Elle a adopté les conclusions des rapports sur les propositions invitant le gouvernement à prendre, avant la clôture de la session, un décret-loi instituant la retraite des vieux travailleurs et tendant à faire bénéficier des allocations familiales les travailleurs à domicile.

Des équipes de travailleurs espagnols seront-elles mises à la disposition des communes ?

La commission d'administration générale de la Chambre a adopté plusieurs rapports relatifs au reclassement des différentes catégories de fonctionnaires ; aux dérogations au décret de répartition des communes d'équipes de travailleurs espagnols pour la construction de routes.

« Des tentatives ont été faites pour percer une cavité à l'arrière du sous-marin, mais elles ont été abandonnées jusqu'à ce que le marant blesse vers 18 h. »

A la suite du fort courant qui prévalait actuellement, le sous-marin s'est incliné et l'arrière est submergé. »

La situation des réservistes disponibles rappelés sous les drapeaux

Paris, 2 juin. — La commission chargée par le groupe parlementaire radical-socialiste de faire connaître au président du Conseil de la situation des réservistes disponibles de la classe 1935 a appelé l'attention de M. Daladier sur les points suivants :

- 1) Nécessité de fixer les intéressés et le pays sur la durée probable de la période à effectuer ;
- 2) Augmentation des permissions en nombre et en durée au prorata de la durée de leur séjour sous les drapeaux, qu'on leur accorde ;
- 3) Octroi d'allocations militaires, d'un très large esprit et à un taux uniforme pour les disponibilités de campagnes et de rapatriement et de l'indemnité de chômage ;
- 4) Mesures de bienveillance à prendre en faveur des suralimentés rappelés et des hommes mariés.

Le président du Conseil a promis de faire connaître ses décisions prochainement, de donner satisfaction au groupe radical-socialiste, sur certaines de ses demandes et de reconsidérer les autres.

D'autre part, dans une lettre qu'il lui adresse au président du « Conseil », le membre du groupe démocrate populaire demandant que la situation des réservistes mobilisés soit améliorée dans le sens de l'équipement, du ravitaillement et de la nourriture.

La lettre demande qu'on dise aux réservistes rappelés quelle sera la durée probable de leur séjour sous les drapeaux, qu'on leur accorde des permissions, au prorata de la durée de leur séjour sous les drapeaux, qu'on leur accorde d'allocations militaires, d'un très large esprit et à un taux uniforme pour les disponibilités de campagnes et de rapatriement et de l'indemnité de chômage ;

4) Mesures de bienveillance à prendre en faveur des suralimentés rappelés et des hommes mariés.

Des délais de libération pour le paiement des loyers arriérés

La commission de la législation civile et criminelle de la Chambre a adopté, sur le rapport de M. Guerrore, la proposition tendant à accorder aux locataires des délais de libération pour le paiement des loyers arriérés.

En vertu des nouvelles dispositions, le juge pourra accorder des délais aux locataires pour le paiement des loyers arriérés, lorsqu'après révision du prix du bail, le nouveau loyer excède de 50 % du loyer ancien.

La commission a examiné ensuite deux propositions de loi tendant à modifier les lois de 1926 et de 1927 sur les loyers. Elle a décidé : 1^o que les propositions de loi devaient prendre fin au 31 juillet 1939, 2^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 3^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 4^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 5^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 6^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 7^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 8^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 9^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 10^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 11^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 12^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 13^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 14^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 15^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 16^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 17^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 18^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 19^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 20^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 21^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 22^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 23^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 24^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 25^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 26^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 27^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 28^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 29^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 30^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 31^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 32^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 33^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 34^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 35^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 36^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 37^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 38^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 39^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 40^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 41^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 42^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 43^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 44^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 45^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 46^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 47^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 48^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 49^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 50^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 51^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 52^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 53^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 54^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 55^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 56^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 57^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 58^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 59^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 60^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 61^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 62^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 63^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 64^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 65^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 66^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 67^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 68^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 69^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 70^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 71^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 72^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 73^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 74^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 75^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 76^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 77^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 78^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 79^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 80^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 81^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 82^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 83^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 84^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 85^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 86^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 87^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 88^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 89^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 90^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 91^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 92^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 93^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 94^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 95^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 96^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 97^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 98^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 99^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 100^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 101^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 102^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 103^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 104^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 105^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 106^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 107^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 108^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 109^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 110^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 111^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 112^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 113^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 114^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 115^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 116^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 117^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 118^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 119^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 120^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 121^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 122^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 123^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 124^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 125^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 126^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 127^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 128^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 129^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 130^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 131^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 132^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 133^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 134^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 135^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 136^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 137^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 138^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 139^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 140^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 141^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 142^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 143^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 144^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 145^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 146^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 147^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 148^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 149^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 150^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 151^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 152^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 153^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 154^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 155^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 156^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 157^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 158^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 159^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 160^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 161^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 162^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 163^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 164^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 165^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 166^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 167^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 168^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 169^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 170^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 171^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 172^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 173^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 174^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 175^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 176^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 177^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 178^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 179^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 180^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 181^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 182^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 183^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 184^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 185^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 186^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 187^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 188^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 189^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 190^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 191^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 192^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 193^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 194^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 195^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 196^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 197^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 198^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 199^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 200^o que la proposition jusqu'au 1^{er} juillet 1940 ; 201^o